



## **Déclaration de la Présidence du PSE concernant une nouvelle stratégie énergétique en Europe**

**Adoptée le 28 février 2007**

Lors de la réunion qui se tiendra les 8 et 9 mars prochains, le Conseil européen de Printemps se prononcera sur une nouvelle stratégie en matière d'énergie. Nous, les socialistes et sociaux-démocrates européens, demandons à tous les chefs d'états et de gouvernements de l'Union européenne de saisir cette occasion unique afin de donner une nouvelle direction aux politiques de l'énergie et des changements climatiques.

Le PSE pense qu'il est nécessaire de fixer de nouveaux objectifs ambitieux en ce qui concerne les sources d'énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ainsi que la réduction des gaz à effet de serre.

Nous demandons la mise en place de mesures efficaces afin de combattre le déficit en énergie et de renforcer la protection du consommateur. Par conséquent, le PSE incite le Conseil européen du Printemps à investir sérieusement dans une stratégie de l'énergie orientée sur la recherche et le développement.

Le PSE considère que les documents sur l'énergie présentés par la Commission Européenne le 10 janvier dernier constituent une base de discussion essentielle. En effet, la stratégie définie par la Commission garantirait à l'Europe une position de leader dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Le PSE est convaincu que l'Europe doit jouer ce rôle tel et il nous l'avons exprimé dans notre résolution « Garantir notre approvisionnement en énergie et une croissance intelligente verte. Pour une nouvelle politique énergétique socialiste » adoptée lors de notre congrès de décembre 2006.

Le PSE demande au Conseil européen de Printemps des 8 et 9 mars prochains de :

- Faire face aux changements climatiques et à la politique énergétique de manière ambitieuse et exhaustive ;
- Reconnaître l'énorme potentiel de croissance d'une économie qui serait efficace en matière d'énergie;
- De donner son accord sur un engagement de l'Union européenne à réduire d'au moins 30% la production de gaz à effet de serre pour 2020, par rapport à la situation en 1990;
- Reconnaître la nécessité d'atteindre une réduction mondiale de 50% des gaz à effet de serre jusqu'en 2050, entraînant des réductions de 60 à 80% dans les pays industrialisés ;
- Adopter un objectif de 20% d'utilisation des énergies renouvelables pour 2020;
- Faire une distinction claire entre production et distribution d'énergie;

- Faire en sorte que « Le Plan d'action de l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique » deviennent un document central, ainsi que mettre l'accent sur son objectif d'économiser au moins 20% des ressources actuelles jusqu'en 2020.
- S'engager clairement à éradiquer le déficit énergétique, notamment par la mise en place d'une « Charte des Consommateurs d'Énergie »;
- Mettre l'énergie au centre de toutes les négociations externes de l'Union européenne;
- D'intégrer les politiques européennes de l'énergie et du développement;
- De faire en sorte que l'Union européenne et ses États membres entreprennent des investissements dans le domaine de la recherche et de l'innovation en matière de l'énergie entre 2007 et 2013.
- Garantir au sein de l'Union un partage des responsabilités équitable, transparent et basé sur une analyse propre à chaque état.

Alors que le PSE insiste sur la nécessité de diminuer les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% pour 2020, nous estimons également que ce pourcentage ne sera pas suffisant au vu des conclusions scientifiques existantes, exprimées entre autres dans le rapport récent de l'IPCC, le rapport Stern ainsi que les évaluations effectuées par les experts de la Commission. En effet, de manière générale, les scientifiques s'accordent à penser qu'il faudra arriver à une diminution plus forte afin de réaliser l'objectif fixé par l'Union européenne de limiter l'augmentation moyenne mondiale de la température à 2°C par rapport aux niveaux atteints à l'époque pré-industrielle.

Ainsi, le PSE encourage les chefs d'états et de gouvernements de l'Union européenne à soutenir un objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 30% pour 2020, comme plusieurs états membres l'ont suggéré et ce, grâce à des mesures contraignantes suffisantes axées sur la conservation d'énergie et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

L'Europe ne peut atteindre ces objectifs ambitieux que si elle investit en de nouvelles technologies, des énergies renouvelables et efficace, et dans une utilisation plus efficace de sources d'énergie fossiles. Voilà pourquoi il est essentiel d'introduire des objectifs contraignants en matière de sources d'énergie renouvelables pour 2020, y compris des objectifs contraignants en matière d'énergies renouvelables sectorielles.

Les ménages en difficulté économique sont les plus touchés par l'augmentation des prix du mazout et de l'électricité, ils sont confrontés à des factures de chauffage et d'électricité élevées et l'augmentation des coûts de transports privés et publics. Ainsi, les intérêts des consommateurs et une distribution équitable des ressources en énergie doivent occuper une place centrale dans toutes les politiques de l'énergie futures. Le PSE incite les États membres à soutenir les couches les plus pauvres de la population dans leur lutte contre les prix élevés dans le domaine de l'énergie et ce, selon la politique de l'énergie de chaque état. Tous les États membres doivent soutenir les familles et les individus à faibles revenus pour qu'ils puissent économiser leurs ressources.

Les citoyens européens ont pris conscience de l'urgence de la situation en matière de changements climatiques, c'est au tour des chefs d'états et de gouvernements européens d'agir pour trouver des solutions. L'Union européenne ne peut pas se permettre de les décevoir.

Les socialistes et sociaux-démocrates européens demandent au Conseil européen de relever le défi et de propulser l'Europe au premier rang en matière de politiques liées aux changements climatiques.